



20 octobre 2011

<http://www.directgestion.com/sinformer/dgmag/12120-travail-sante-logement-les-nouvelles-peurs-francaises>

DG MAG

TRAVAIL, SANTÉ, LOGEMENT, LES NOUVELLES PEURS FRANÇAISES

20/10/2011

Partager

Imprimer

Envoyer

Rechercher



Le logement arrive en 3ème position des enjeux qui préoccupent le plus les Français actuellement, après le travail, la santé et avant la sécurité.

Le sondage Association PULSE-IFOP « Les attentes des Français en matière de logement » dévoile les inquiétudes des locataires face à la pénurie de logements à loyer abordable dans un contexte de besoin accru de mobilité résidentielle

Le logement arrive en 3ème position des enjeux qui préoccupent les plus les Français actuellement, après le travail, la santé et avant la sécurité. Une inquiétude majeure que révèle le récent sondage réalisé par l'Institut d'études d'Opinions IFOP à la demande de l'association PULSE, qui rassemble les professionnels de l'Usufruit Locatif Social (Fidexi, I-Plus, Vivalib, PERL).



En quelques années, le malaise des classes moyennes face au logement s'est aggravé, opposant une demande locative en croissance exponentielle à une offre de logements à loyer abordable structurellement faible émanant tant du secteur privé que du secteur social. Par ailleurs, l'augmentation continue des prix de l'immobilier limite de plus en plus les possibilités d'accéder à la propriété.

Cette crise impacte non seulement les budgets des classes moyennes mais aussi leur parcours résidentiel. Pour **Frédéric Goulet, président de PULSE et Directeur Général de PERL** : « *le poids croissant du logement dans le budget des ménages (près de 50% des ménages consacrent au logement de 30 à 50% de leur revenus disponibles) exclue les actifs des classes moyennes de la qualité de vie à laquelle ils aspirent légitimement en réduisant d'autant la part allouée à la consommation. Aussi, il est urgent de mettre en œuvre des solutions réalistes et durables au bénéfice des Français concernés* ».

Le logement, une préoccupation qui pèse lourd sur la vie quotidienne

Le logement intervient en 3ème position des enjeux qui préoccupent le plus les locataires français après le travail et la santé; pesant ainsi lourdement sur la vie quotidienne. Plus de 2/3 (69 %) des locataires déclarent être contraints de réduire d'autres postes de dépenses pour préserver le poste « logement » - des loisirs, pour 70 % d'entre eux jusqu'à l'alimentation pour 15% d'entre eux. 74 à 81 % des locataires estiment que les niveaux de loyers sont trop élevés.

Cette proportion impacte d'autant la consommation des ménages et par voie de conséquence la croissance économique du pays et les recettes de TVA.

La mobilité résidentielle, un désir très présent mais fortement contrarié

La réalité de la préoccupation « logement » est incontestable : 75 % des locataires envisageraient ainsi de changer d'habitation, dont 66 % d'entre eux d'ici 1 à 3 ans. La majorité des ménages en seraient dissuadée. En effet, 3 Français sur 4 pensent que trouver un logement qui remplisse leurs principaux critères de choix (superficie, loyer, qualité de vie) est difficile. L'inertie du marché locatif ainsi perçue par les locataires traduit une résignation non moins ancrée : environ 63 % d'entre eux affirment ainsi avoir déjà renoncé à s'installer dans une commune ou un quartier à cause du prix des loyers... tandis que 51 % estiment que la question du logement est un facteur dissuasif pour changer de lieu de travail ou de région.

Le parcours résidentiel, réalité et espoir pour les locataires

Parallèlement à la crainte d'une sédentarisation forcée se dessine un autre constat : celui de la variété du parcours résidentiel des actifs locataires.

Le sondage révèle une tendance de fond : la durée d'occupation moyenne d'un logement varie entre 3 et 5 ans

Reste la question de la réelle correspondance du logement occupé avec les critères de préférence définis par les Français en mal de mobilité. Sur ce point, 56 % des locataires accueilleraient favorablement l'offre d'un logement social leur convenant en termes de taille, situation et loyer, assorti d'un bail non renouvelable d'une durée comprise entre 5 à 10 ans.

Associés aux efforts de tous les acteurs du Logement pour augmenter et diversifier l'offre locative à loyer abordable à destination des actifs des classes moyennes, les professionnels de l'Usufruit Locatif Social (ULS) produisent de logements, dans les zones en tension foncière, en adéquation avec les besoins réels des locataires.

Étude réalisée par l'IFOP, du 5 au 14 septembre 2011, par questionnaire auto-administré en ligne, auprès d'un échantillon de 502 actifs, locataires et éligibles au logement social, sur l'ensemble du territoire national et 501 actifs, locataires et éligibles au logement social dans des zones de forte tension foncière qui recouvrent : les agglomérations de Paris, Lyon, Grenoble, du pays de Gex/Genevois Français, de Nice, Cannes-Le Cannet-Antibes-Grasse, de Toulon-Hyères, de Marseille, d'Aix-en-Provence, de Bordeaux, de Montpellier, de Nantes, de Lille, de Strasbourg, de Biarritz-Anglet-Bayonne.

Ajouter un commentaire